



Le 13 mars 2024

ENVOYÉ PAR COURRIEL

Monsieur Doug Ford
Premier ministre de l'Ontario
premier@ontario.ca

OBJET : Protection des travailleurs des agences de placement temporaire en Ontario

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom de Migrant Ontario, un groupe provincial et national de défense des droits des travailleurs et des migrants, et en collaboration avec le syndicat Unifor et ses 160 000 membres de l'Ontario, nous souhaitons vous faire part de notre profonde préoccupation à l'égard de l'absence continue de mesures de protection pour les travailleuses et travailleurs des agences de placement temporaire dans la province et de l'incidence négative et disproportionnée de cette situation sur les travailleuses et travailleurs migrants, racialisés et à faible revenu dans l'ensemble de l'Ontario.

Comme vous le savez, 71 travailleuses et travailleurs de l'usine Del Monte d'Oshawa, représentés par la section locale 222 d'Unifor, ont récemment été congédiés pendant qu'ils faisaient la grève dans le but d'obtenir des salaires équitables et d'améliorer leurs conditions de travail. Des représentants de Migrant Ontario ont rendu visite aux travailleuses et travailleurs sur la ligne de piquetage pour leur offrir du soutien, car bon nombre d'entre eux provenaient de communautés migrantes et racialisées. Cependant, comme ces travailleuses et travailleurs étaient employés par Premier, une agence de placement tierce appartenant à SwipeJobs, ils avaient peu de recours lorsque Del Monte a décidé d'annuler brusquement le contrat avec l'agence, sans leur donner de préavis ni aucune indemnité de départ.

Unifor s'est entretenu avec le ministre Piccini au sujet de la situation de Del Monte et des problèmes ainsi mis en évidence. Unifor se réjouit de la réponse rapide du ministre à nos préoccupations et nous comprenons que votre gouvernement a l'intention de prendre d'autres mesures concernant l'exploitation des travailleuses et travailleurs employés par l'entremise d'agences de placement temporaire.

Il est tout à fait inacceptable que des employeurs et des agences de placement temporaire puissent continuer impunément de traiter ainsi des travailleuses et travailleurs et de bafouer leur droit de grève et de négociation collective. Pourtant, ces actions sont autorisées par la *Loi sur les normes d'emploi* de l'Ontario et les exemptions actuelles concernant les licenciements et les indemnités de départ pendant les grèves et les lock-out, révélant une grave lacune de la Loi.

L'affaire Del Monte met en évidence que les employeurs de l'Ontario traitent les travailleuses et travailleurs des agences de placement temporaire comme une main-d'œuvre jetable et que les plus touchés sont souvent les femmes, ainsi que les personnes migrantes et de couleur qui travaillent pour de petits salaires et dans des conditions médiocres et dangereuses.

En outre, environ 30 % des travailleuses et travailleurs de l'usine y travaillaient depuis plus de cinq ans, ce qui soulève la question de savoir comment une entreprise aussi lucrative que Del Monte peut expliquer son recours continu à des employés « temporaires » pendant si longtemps.

Il faudrait une loi pour obliger les entreprises à embaucher les travailleuses et travailleurs temporaires après une certaine période à leur emploi; cette loi devrait également prévoir une protection contre les congédiements sans motif valable, afin d'éviter leur remplacement par de nouveaux travailleurs et travailleuses temporaires.

Votre gouvernement a récemment pris des mesures à ce sujet, comme la mise en place d'un système de délivrance de permis pour les agences de placement temporaire afin de réduire les cas d'exploitation et de mauvais traitements des travailleuses et travailleurs, mais il reste des lacunes. Nous demandons instamment à votre gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éliminer ces exemptions, combler les lacunes contenues dans la *Loi sur les normes d'emploi* et prévoir des protections pour les travailleuses et travailleurs des agences de placement temporaire en Ontario. Souhaitant continuer de travailler avec le ministre Piccini et votre gouvernement sur ces questions, nous apprécions toutes les occasions de vous communiquer nos expériences et nos recommandations.

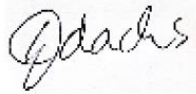
Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos meilleurs sentiments.



Lana Payne, présidente nationale d'Unifor



Samia Hashi, directrice régionale d'Unifor pour l'Ontario

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Edades", is centered at the top of the page.

Bayani Edades, agent de solidarité internationale, Migrants Ontario

c. c. David Piccini, ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du
Développement des compétences
Jennifer French, députée d'Oshawa